

APPEL DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses forces
A chacun selon ses besoins.

DES VILLES ET DES CAMPAGNES

Organe de la Fédération Ouvrière Socialiste de la Côte-d'Or
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

La Terre au Paysan

La Machine à l'Ouvrier.

RÉDACTION ADMINISTRATION

DIJON - Place du 1^{er} Mai, 5 - DIJON

10 CENTIMES

LE NUMÉRO

On s'abonne sans Frais dans tous les bureaux de postes

ABONNEMENTS

Un an, 5 fr. — Six mois, 2 fr. 50., payables au bureau du journal.

Les frais en sus pour recouvrement par la poste

L'abonnement est payable d'avance et se continue jusqu'au refus du journal

ANNONCES

La Ligne, 25 cent. En réclame, 40 cent. Les annonces commerciales se traitent de gré à gré

LA RENTRÉE

Les Chambres vont rentrer mardi prochain, et, de toutes parts, on se demande avec une certaine inquiétude ce qui va sortir des prochains débats parlementaires.

On va tout d'abord discuter les diverses interpellations des députés cléricaux sur l'application aux congrégations non autorisées de la loi sur les associations.

Il y aura — c'est facile à prévoir — de belles périodes enflammées des orateurs de droite; ils crieront à l'arbitraire, à l'injustice, à la persécution; ils protesteront au nom de la liberté; ils se réclameront de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, ils invoqueront « les immortels principes de la Révolution »; ce sera peine et temps perdus.

Nous connaissons les bons apôtres. La liberté, ils la veulent pour eux; des Droits, ils ne reconnaissent que les leurs, et, de la Révolution, ils n'ont conservé que le souvenir et le regret des privilèges qu'elle supprima et des richesses qu'elle enleva au clergé et à la noblesse.

Les richesses ont été largement reconstituées, les privilèges audacieusement rétablis sous des formes plus modernes, et il s'agit pour eux, en ce moment, de ne pas laisser réduire les unes, ni entamer les autres.

Aussi crieront-ils beaucoup, très fort, et ils auront raison.... raison de crier seulement.

Leurs cris ne seront pas pour nous émuir. La France, en dehors de quelques bourgades perdues du fond de la Bretagne, n'est pas cléricale, au contraire; et tout gouvernement qui voudra marcher à fond contre le clergé et aussi bien contre le clergé séculier que contre le clergé régulier, trouvera toujours une majorité pour le suivre, et dans le Parlement et dans le pays; de ce côté, nulle crainte à avoir, et ce n'est pas sur la question des congrégations que le ministère risque de tomber.

Mais ce serait nous bercer d'une trop naïve illusion, ce serait manquer de la plus élémentaire clairvoyance que de croire un seul instant que nos adversaires vont bénévolement concentrer tous leurs efforts, ou même le principal, sur ce terrain par trop mauvais pour eux.

Non. Sans nous exagérer leur puissance et leurs moyens d'action, nous devons reconnaître que ce sont des adversaires redoutables, tenaces et sachant se plier merveilleusement à toutes les exigences de la guerre insensée, mais éternelle, qu'ils soutiennent contre la Science et le Progrès.

Leur tactique varie constamment, mais rarement ils attaquent de front. Arrogants avec Mac-Mahon, Casimir-Périer, Félix Faure, ils sont dociles et insinuants avec Grévy et avec Carnot. Actuellement, ils vont faire semblant de mener une campagne enragée pour les congrégations, mais leur véritable action se fera sentir ailleurs.

Nous les retrouverons — sans les voir — sur le terrain économique, sur le terrain financier.

Ils tiennent la Banque, les mines,

les chemins de fer, les usines, le haut commerce, la grande propriété; ils peuvent faire baisser la rente; ils peuvent enrayer le commerce, ils peuvent faire le chômage, ils peuvent susciter la grève, ils peuvent mettre le budget en déficit; c'est grave.

Que le gouvernement prenne garde, que tous les républicains qui veulent que la République vive et triomphe, voient et comprennent.

Les monarchies avaient des finances monarchiques; la République n'a pas encore de finances républicaines.

Qu'elle se hâte de supprimer les impôts par tête de l'ancien régime, rétablis sous forme de prestations et d'impôts de consommation, et qu'elle les remplace par l'impôt démocratique, exonérant le pauvre et frappant le riche, progressivement, d'après son revenu.

Sans doute, là aussi, les cléricaux et réactionnaires crieront encore, mais alors ce sera pour de bon; ils seront touchés à l'endroit sensible.

Cela ne sera malheureusement pas fait dans la prochaine session; mais peut-être, en attendant, un impôt spécial qui, en cas de déficit budgétaire mettrait ce déficit à la charge des classes riches, aurait-il pour résultat de parer au plus pressé.

Ce serait à voir.

BOUHEY-ALEX.

FONCTIONNAIRES RÉPUBLICAINS

Le discours du Président du Conseil a rencontré, dans la presse républicaine, une approbation unanime. Nous nous joignons volontiers à ce concert d'éloges. M. Combes a, en effet, affirmé son intention d'action énergique et nous oisons l'énergie; il a surtout multiplié les engagements et et nous lui savons gré de ses belles promesses.

Nous n'ignorons pas qu'une partie de ce programme ne sera même pas abordée; il ne nous échappe pas non plus que d'autres projets seront ajournés après un semblant de discussion et nous soupçonnons, enfin, que celles des réformes qui aboutiront se transformeront, comme par enchantement, dans la pratique et ne nous donneront pas les heureux résultats que nous avions escomptés. Nous sommes contents tout de même parce que de fortes paroles font toujours plaisir à entendre et que nous n'avons pas perdu l'habitude d'aimer les beaux discours.

M. Combes a donc affirmé qu'il poursuivrait son œuvre républicaine, il a promis de continuer la lutte contre les congrégations, il a eu contre la bourgeoisie libérale des paroles dont les socialistes doivent lui savoir gré; il a même laissé entendre que, dans le conflit actuel entre les mineurs et les compagnies, tous les torts n'étaient, peut-être, pas du côté des travailleurs.

M. Combes a eu cette audace, mais il a été plus hardi ou plus téméraire encore. Parlant des administrations publiques: « Non, s'est-il écrié avec une belle indignation, il ne sera pas dit que par la défaillance du ministère, les fonctionnaires de tout ordre, civils, religieux ou militaires abuseront des situations acquises pour braver la République et ses lois ou que la qualité de républicain constituera un titre de défaveur pour l'admission et l'avancement dans les carrières publiques ».

Des personnes étrangères à la politique pourraient s'étonner qu'après trente ans passés de régime républicain de telles protestations soient encore nécessaires. Nous nous demandons, au contraire, si M. Combes, qui connaît le mal, est assez naïf pour se croire capable de l'enrayer ou s'il a trouvé, pour le faire disparaître, quelque remède nouveau.

S'il est un fait avéré, en effet, c'est que tout fonctionnaire qui témoigne du zèle pour la cause républicaine ou qui passe

simplement pour avoir des idées avancées est, de ce fait seul, mal noté et arrêté dans son avancement. La faute n'en est pas aux ministres, pour la bonne raison que les ministres n'y peuvent rien, M. Combes pas plus que les autres.

L'avancement des fonctionnaires ne dépend pas de la bonne volonté et du loyalisme du ministre; il dépend des notes de leurs chefs hiérarchiques et des bureaux du ministère. Les chefs hiérarchiques ont été choisis, pour la plupart, sans qu'on exigeât d'eux des garanties politiques. Ceux d'entre eux qui étaient républicains au début de leur carrière ont cessé de l'être dès qu'ils sont devenus de grosses légumes. Ils ont subi le vertige et la fascination de tous les parvenus; d'ailleurs ils sont jaloux de leur autorité et voient volontiers, dans leurs subordonnés républicains, des indépendants ou des révoltés. Ils les notent et les traitent en conséquence.

Ils se gardent bien, naturellement, d'expliquer le motif véritable de leur animosité. Ils donneront des notes telles qu'elles échappent à tout contrôle: le fonctionnaire suspect a une mauvaise tête, c'est un homme ombrageux; il néglige son service pour des préoccupations étrangères, ou il a peu d'aptitudes pour ses fonctions. Avec de pareils procédés, la vigilance de M. Combes lui-même est facilement mise en défaut. Il arrive fréquemment que les hauts fonctionnaires sont en révolte sourde contre le ministre et contrecarrent diamétralement ses intentions.

Depuis quelques années, les ministres de l'instruction publique ont donné des encouragements officiels à l'œuvre d'extension universitaire. Ils ont encouragé les instituteurs, les professeurs à faire des cours d'adultes, des conférences de vulgarisation. Eh bien, je ne sais pas un professeur qui ait à se louer d'avoir collaboré à une Université populaire et j'en connais plusieurs qui ont eu à s'en repentir. C'est qu'entre le ministre et eux, il y avait toute une série de hauts fonctionnaires qui ne tenaient aucun compte des instructions ministérielles... à moins qu'ils ne se soient conformés à des instructions secrètes en contradiction avec ses paroles officielles.

Quant aux bureaux des ministères, ils sont remplis de personnages qui appartiennent à la société parisienne ou qui cherchent à y pénétrer, qui portent des redingotes et se décorent dès qu'il leur est décerné possible de le faire. Ces personnages sont des gens bien, pénétrés de leur importance, bourgeois jusqu'aux moelles, et qui seraient des fonctionnaires parfaits sous un régime orléaniste. Ils ont, pour les idées avancées, pour les malheureux qui ne sont pas de leur monde, un mépris superbe. Ce sont les pires ennemis de la République. Or, le ministre est leur prisonnier, M. Combes comme les autres. Il est leur prisonnier parce qu'il ne connaît pas le premier mot de l'administration dont il est le chef apparent et qu'il est à la merci de ceux qui, nourris par la Princesse dans ce sérail, en connaissent tous les détours et ne manqueraient pas de faire commettre des bévues à l'imprudent qui prétendrait s'affranchir de leur tutelle.

Aussi, malgré les engagements de M. Combes, engagements qu'il lui est impossible de tenir, conseillerons-nous à nos amis fonctionnaires de la République, de ne pas trop faire éclater l'amour qu'ils ont pour elle. En continuant à la servir, qu'ils ne s'attendent pas à voir leur zèle mieux récompensé que par le passé. Aujourd'hui comme hier, les hautes fonctions appartiennent, en majeure partie, aux cléricaux et aux nationalistes.

L. R.

ON DEMANDE UN SAUVEUR

Rien n'est plus amusant à lire, pour ceux qui en ont le courage, que les journaux des fougueux ennemis de la République. Non seulement ils ont perdu toute mesure que le gouvernement ne les oblige pas à retrouver, mais le sens commun — s'ils en ont eu dans leur jeunesse — leur fait littéralement défaut. Il y a des gens à Charenton qui sont certainement moins troublés. L'on sent l'obligation qu'ils ont de défendre leur mauvaise cause quand même.

L'Autorité, journal de M. de Cassagnac, a le nom mais n'a pas la chose, il exhorte ses amis à la suivre à travers ses incommensurables extravagances, mais personne ne bouge. Chaque matin il adresse au gouvernement les injures les plus corsées sans qu'on l'envoie à Cayenne ou en prison comme faisait son ancien maître Napoléon III qui n'en aurait pas souffert la dixième partie. Mais tout cela n'excite pas le dévouement des camarades. Saprissi, quelle décadence!

L'Intransigeant fait chorus avec Popaul, la *Libre Parole* double *L'Intransigeant* puis les autres, *Echo* et *Eclair* sans compter la petite marmaille de province, tout crie, tout braille et la Gueuse est toujours debout, haussent les épaules et plus forte que jamais. Ils pleurent, ils déplorent et se lâchent, rien n'y fait, et par dessus le marché ils trouvent qu'on manque de liberté. Mélusine, sur la tour de Lusignan était moins sinistre.

Il paraît, d'après tous ces patriots, et c'est le but de leurs efforts et des généreux conseils qu'ils donnent à leurs lecteurs, que la France va périr corps et biens dans le naufrage simulé de quelques congrégations qui ont l'air d'être touchées par la bienveillante loi qui les concerne. A ce propos, tous les braillards de la réaction, adorateurs de n'importe quel saint, jettent le même cri bien qu'ils sachent que leur puissance, en réalité, en souffrira peu et que l'éducation dans nos écoles est toujours sous la protection du Saint-Esprit.

Les fermes républicains unis aux socialistes rêvent d'unifier la société pour la rendre meilleure, moins égoïste surtout. Faut-il que ces gens soient pétris de mauvais instincts!

Vouloir plus de justice et moins de misère, est-ce possible? Prétendre que tant d'argent que détiennent les diverses confréries est en mauvaises mains, ou allons-nous, Seigneur, où allons-nous?

Les grands-prêtres des diverses mômeries espèrent un miracle que rien ne fait entrevoir pour sauver cette malheureuse France qui persiste, comme toutes les élections le démontrent, à s'effondrer dans les noirs abîmes.

Malheureusement les miracles sont si rares depuis que l'on voit clair sur la portion française de notre planète et depuis que ces affreux républicains bouleversent les pieuses calembredaines, que c'est à désespérer du miracle attendu, d'autant plus que les républicains, qui ont toutes les chances, semblent avoir mis le Père Eternel dans leur jeu.

Enfin de tous côtés, dans le camp ennemi, on demande un sauveur, la qualité n'y fait rien, on n'y regarde plus et le premier risque-tout venu ferait l'affaire, pourvu que de la Gueuse gênante il ne reste plus vestige.

Mais la plus grande difficulté est de trouver même un risque-tout assez audacieux.

Et le bon Dieu, de son balcon regarde tous ces chevaliers épileptiques qui se démentent dans le bénitier et se contentent de sourire.

Que faire alors? Mais vociférer et salir le gouvernement, parbleu! Il en restera toujours un mal quelconque.

F. T.

Un Monument à Zola

La Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen prend l'initiative d'élever un monument à Emile Zola.

M. Mathias Morhardt, secrétaire général de la Ligue, s'adresse à ses collègues, aux admirateurs et aux amis de Zola en ces termes:

Née du mouvement de solidarité qu'il a déterminé, la « Ligue des Droits de l'Homme », si elle a pu faire quelque bien et si elle a pu, dans maintes circonstances, venir efficacement au secours de ceux qui souffraient de l'iniquité ou de l'erreur des hommes, doit en reporter l'honneur sur celui qui, le premier, sans souci de son repos et au risque même de sa vie, s'est consacré à la défense d'un de ses semblables injustement et illégalement condamné.

Aussi lui semble-t-il qu'elle est tout naturellement désignée pour prendre l'initiative d'élever à Emile Zola un monument en marbre ou en bronze, qui évoquera en même temps aux yeux des générations futures, l'écrivain illustre et le grand citoyen.

Dès aujourd'hui, elle recevra les souscriptions que lui feront parvenir ses sections, ses membres, et tous les admirateurs et les amis d'Emile Zola. Tous tiendront à s'associer à cette œuvre de glorification de l'homme qui s'impose par tant de titres à leur admiration et à leur gratitude. Et c'est à eux qu'il appartiendra, puisqu'Emile Zola meurt avant d'avoir terminé son œuvre, d'y faire graver ce mot de « Justice », que, par un cruel caprice de la destinée, il n'a pas fini d'écrire.

Adresser les souscriptions au Président de la Ligue des Droits de l'Homme, 4, rue Jacob, Paris.

LETTRE OUVERTE

au citoyen BOUHEY-ALEX
député de la 1^{re} circonscription
de Dijon

Mon cher ami,

Je m'adresse à vous, le leader du *Rappel des Travailleurs*.

Je pense que vous me permettrez bien quelques réflexions amicales, qui me sont dictées par l'intérêt que je porte à l'opinion avancée, que vous représentez si dignement.

Vous savez que je suis un vieux républicain éprouvé, anticlérical et chaud partisan de la Pensée libre. Sans doute, je n'ai pas toujours eu les idées aussi prononcées que je les ai aujourd'hui. Cependant, par peur de reculer, j'ai toujours progressé.

Je me souviens même avoir discuté avec vous les principes socialistes et les avoir combattus, dans une réunion fermée que vous présidiez.

Vous savez encore que, lors des élections de 1898, sans combattre votre personne, dont j'aime et j'estime particulièrement le caractère droit, j'ai voté pour votre adversaire.

Je crois donc être en bonne posture pour vous présenter mes observations franches et loyales.

Aussi bien, cette année même, pour le premier tour de scrutin, je n'ai pas voté pour M. Camuzet, que je ne connaissais pas et que je n'avais jamais entendu développer sa politique. Inutile de vous dire que je n'ai pas voté pour M. Guerrier. — Pour le second tour, très sincèrement, je me suis rallié à la candidature du premier. J'ai donc pratiqué la discipline républicaine.

J'ajoute que, tout vieux que je suis, plus je vais, plus je réfléchis et plus je comprends et sens qu'il n'y a d'avenir pour la République que dans le socialisme; je veux dire dans l'association complète, absolue du Capital et du Travail dans les profits et dans les pertes, en un mot dans la justice. Et cela s'accomplit chaque jour, sans révolution, mais par simple évolution. Nous assisterons en quelque sorte, à une transformation scientifique de la société. Le Lamarkisme et le Darwinisme continuent leur œuvre.

Vous m'avez convaincu, je suis devenu votre disciple fervent, et de tout cœur je vous remercie de vos excellentes leçons, de vos bons exemples.

Ceci dit, passons, si vous le voulez bien, à l'objet de cette lettre au *Rappel des Travailleurs*.

Je connaissais peu ou mal ce journal avant les élections dernières. Je ne le lis même assidûment que depuis cette époque, et c'est la première fois que je me permets de lui adresser de la copie qui, je l'espère, ne sera pas refusée, malgré les critiques que je viens formuler.

C'est avec grand intérêt que je lis vos articles de tête, qui m'instruisent et me